

# Le secteur financier en Afrique du Nord : défis et opportunités

Dhafer SAIDANE

SKEMA business school

27 Février 2019

# Sommaire

I. Banques d'Afrique du Nord : leaders en Afrique

II. L'engagement bancaire dans le financement de l'économie

III. Les défis et opportunités : l'intégration financière, le numérique, le développement durable et la RSE, la finance islamique (une finance durable et responsable)

# I - Banques d'Afrique du nord : leaders en Afrique

A l'échelle de l'Afrique, le poids du système bancaire de l'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Libye, Tunisie) est important.

Le paysage financier est composé d'environ **240 institutions financières bancaires et non bancaires** dont **136 établissements bancaires**.

# I - Banques d'Afrique du Nord : leaders en Afrique

- L'Afrique du Nord : 30% des actifs financiers du continent soit 600 milliards d'actifs.
- L'industrie bancaire repose sur une masse de 170 000 collaborateurs et un 16 000 guichets.
- 15% de l'industrie bancaire : 125 banques sur 781 que compte que le continent (211 Afrique de l'Ouest, 200 Afrique de l'Est, 69 Afrique centrale et 176 Afrique Australe).
- Parmi les 10 plus grandes banques africaines en termes de bilan, 3 sont d'Afrique du Nord.

# I - Banques d'Afrique du Nord : leaders en Afrique

Classement de meilleures banques africaines en 2017 - Source : The banker.

Classement africain	Classement mondial	Banque	Pays	Tier 1 Capital
1	145	Standard Bank	Afrique du Sud	\$10.129 million
2	173	First Rand	Afrique du Sud	\$8.425 million
3	184	Absa Group	Afrique du Sud	\$7.752 million
4	217	Nedbank Group	Afrique du Sud	\$5.741 million
5	288	National Bank of Egypt	Egypte	\$3.904million
6	295	Attijariwafa Bank	Maroc	\$3.822million
7	300	Groupe Banques Populaires	Maroc	\$3.756 million
8	337	Ecobank Transnational	Togo	\$3.179million
9	338	South African	Afrique du Sud	\$3.163million
10	402	Zenith Bank	Nigeria	\$2.466million <sup>5</sup>

# Niveau de développement du secteur financier

## Un leadership financier partagé

Pays	Total actif (millions \$)	Total actif/PIB		Ratio de fonds propres		ROE		Nombre de banques		Nombre de guichets	
		année	2013	2013	2009	2013	2013	2009	2013	2013	2009
Egypte	<b>190 624</b>		70,1%	107,0%	9,6%	18,3%	13,0%	40	3651	3462	
Maroc	<b>151 386</b>		<b>145,0%</b>	<b>112,0%</b>	10,2%	10,6%	14,0%	19	<b>5711</b>	3138	
Algérie	84 670		40,3%	nd	<b>17,5%</b>	<b>18,0%</b>	<b>21,0%</b>	20	1500	1300	
Tunisie	29 719		63,1%	92,0%	11,5%	10,7%	11,0%	22	1449	1381	

# I - Banques d'Afrique du Nord : leaders en Afrique

% de la population adulte ayant accès à un compte	2011	2014
Moyenne de l'Afrique du Nord	20,8%	33,7%

Source : Financial inclusion Data base – Banque mondiale - données 2017

# Niveau de développement du secteur financier

**Les bourses africaines : 1600 entreprises cotées et un volume de transactions de 200 milliards de dollars.**

**Top 10 des bourses africaines en termes de capitalisation boursière -2014.**

- 1. Johannesburg Stock Exchange 330 milliards.**
- 2. Nigerian Stock Exchange 83 milliards.**
- 3. Egyptian Stock Exchange 64 milliards.**
- 4. La Bourse des Valeurs de Casablanca 55 milliards**
- 5. Nairobi Stock Exchange 23 milliards**
- 6. La Bourse régionale des valeurs mobilières de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) 11 milliards**
- 7. La Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis 8 milliards**
- 8. Stock Exchange of Mauritius 7 milliards**
- 9. Ghana Stock Exchange 6 milliards**
- 10. Zimbabwe Stock Exchange 5 milliards.**



# Niveau de développement du secteur financier

25% des sociétés cotées

Nombre de sociétés cotées

	2010	2013	2017
Algérie	3	5	5
Égypte	212	212	252
Libye		10	-
Maroc	75	81	73
Tunisie	56	76	81

La Bourse Libyenne, créée en 2007, est aujourd'hui à l'arrêt du fait de l'instabilité que connaît l'administration du pays.

Quant à la Mauritanie, elle compte lancer prochainement une Bourse des valeurs pour stimuler l'investissement nationale.

Capitalisation boursière en milliard de dollars

	2010	2011	2012	2013	2014
Egypte	82,4	48,6	58,0	61,6	70,0
Maroc	69,1	60,0	52,6	53,8	52,7
Tunisie	10,6	9,6	8,8	8,8	9,3

Capitalisation boursière/PIB

	2011	2012	2013	2014	2017
Egypte	20,7	22,5	22,7	24,5	20,0
Maroc	59,3	53,4	50,2	47,9	61,1
Tunisie	21,1	19,0	18,9	19,2	22,3

# I - Banques d'Afrique du Nord : leaders en Afrique

## **Conclusion - Vers un nouveau modèle bancaire nord africain**

Les banques AN sont de tailles respectables mais en rendements croissants. Elles sont en évolution constante pour faire face aux nouveaux challenges du 21ème siècle.

La recherche **d'une taille optimale** pour les (banque de détail et banque de financement et d'investissement) est nécessaire pour améliorer leur performance.

Nécessité de **développer un nouveau modèle de banque inclusif**. Il fera appel notamment à des investissements en matière de **communication**, de **systèmes d'informations**, de **marketing** et de **conformité**

# II - L'engagement bancaire dans le financement de l'économie réelle

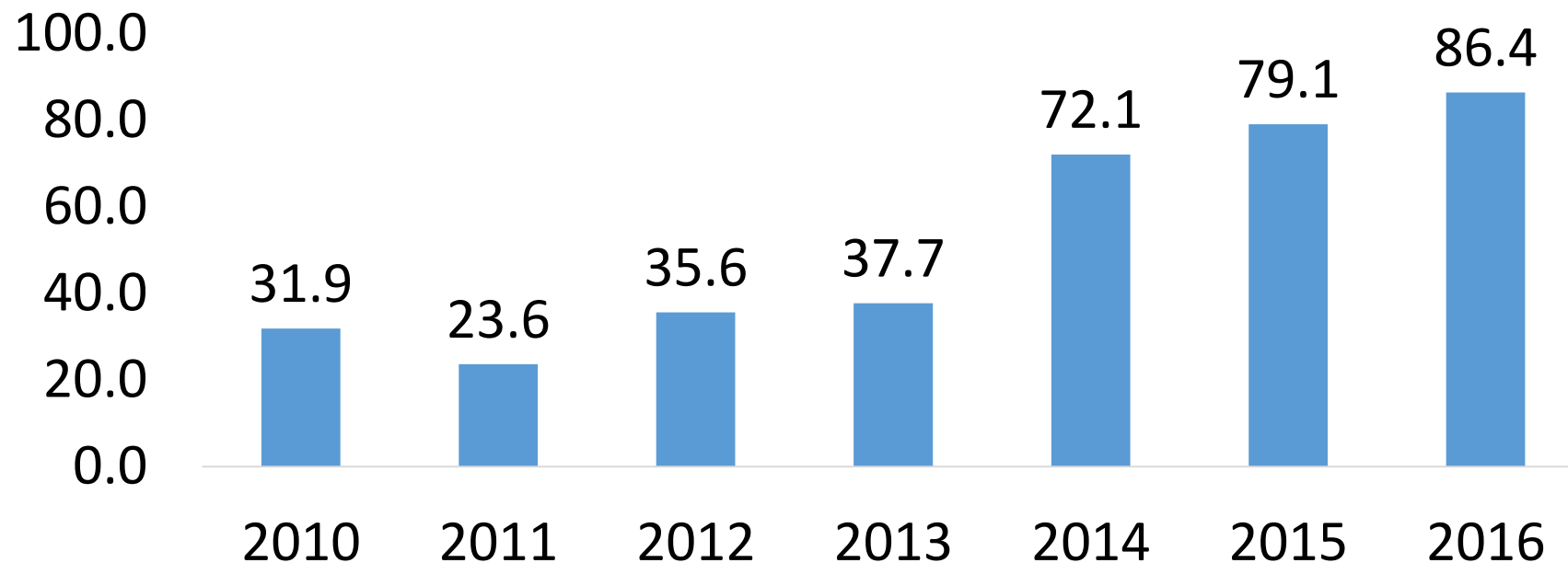
Le crédit bancaire est le moteur de la croissance économique et la finance est au service de l'économie réelle et non le contraire.

Les pays d'Afrique du Nord ont très tôt traduit cette devise en actions concrètes.

# II - L'engagement bancaire dans le financement de l'économie réelle

Globalement, le crédit intérieur total fourni par le secteur financier croît ainsi de manière continue.

## Crédit intérieur total du secteur financier en Afrique du Nord (% du PIB) 2010-2016



# IV - L'intégration économique et financière

Les travaux de la Banque mondiale et de la Commission économique africaine montrent que cette intégration pourrait générer des avantages.

- Une AN intégrée notamment au plan financier **peut attirer d'importants flux d'IDE en provenance de l'Europe.**
- **L'Europe ne veut pas d'une AN en rangs dispersés.**
- Ces avantages devraient se traduire **par une meilleure croissance économique et une réduction de la pauvreté.**

# IV - L'intégration économique et financière

Le coût d'opportunité de la non-intégration pour les entreprises AN est exorbitant.

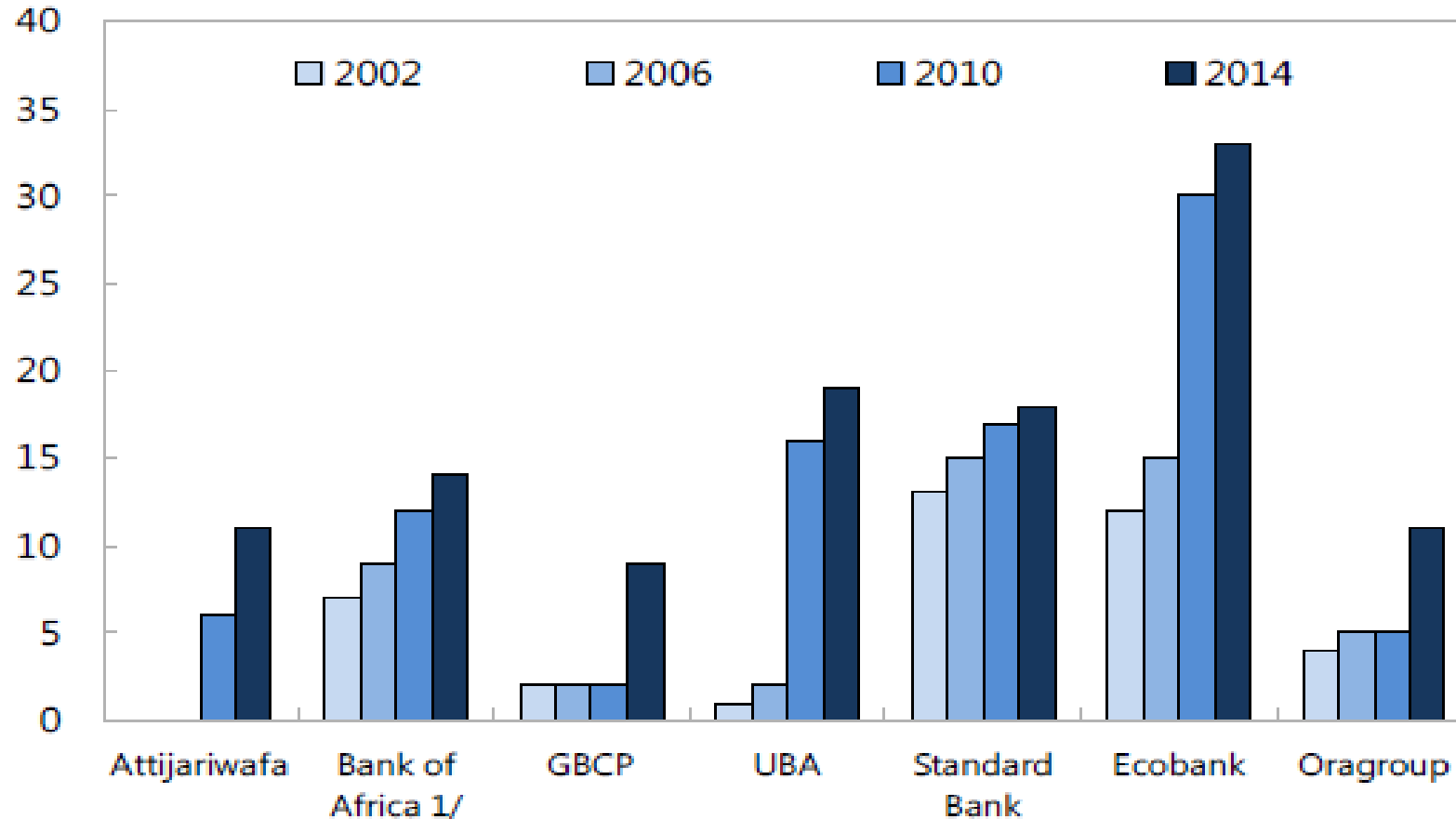
Le coût s'alourdit avec

- l'émiettement institutionnel et l'absence d'une volonté politique
- les obstacles aux échanges dont les barrières tarifaires
- Faiblesse des infrastructures et de l'état du réseau routier...

# IV - L'intégration économique et financière

**Graphique 19 – Grands groupes bancaires panafricains : développement transfrontalier, 2002-2014**

(nombre de filiales en Afrique subsaharienne)



# Qu'est-ce que l'intégration financière ?

L'intégration financière implique **une augmentation des flux de capitaux entre les pays.**

L'intégration financière a lieu lorsque **les investisseurs et les opérateurs** exerçant leurs activités sur le marché :

- sont soumis à un **ensemble uniforme et cohérent de règles** régissant les échanges ;
- ont un **accès non différencié à l'ensemble des instruments et services financiers** ;
- bénéficient **d'un traitement équitable et égal** sur le marché ;
- **absence de barrières à l'entrée** aux concurrents ;
- Disparition de **toute opportunité d'arbitrage** du fait de la loi du prix unique.



# Les opportunités

Trois effets de l'intégration financière régionale

- « Effet-réforme » - **incitation puissante pour mettre en place des réformes financières** au niveau national.
- « Effet-efficiency d'échelle » - **accroît l'efficacité et la rentabilité** des institutions financières en augmentant l'échelle de leurs opérations.
- « Effet-mondialisation » - survie des institutions financières nationales et leur transformation en **des acteurs de stature régionale et mondiale**.

# Les réalisations sectorielles

## Intégration bancaire régionale

- Filiales de banques marocaines en Tunisie (AXIS, filiale de la BMCE),
- Filiales d'institutions financières tunisiennes en Algérie (Tunisia Leasing, Amen Leasing),
- Filiales de banques libyennes en Tunisie (North Africa International Bank),
- Banque d'investissement maghrébine en Tunisie présente en Algérie et en Libye. (International Maghreb Merchant Bank – IMBank).
- Les autorités marocaines et tunisiennes ont également signé un **Protocole d'accord pour la supervision transfrontalière** de succursales de banques marocaines en Tunisie (BAD (2010)).
- En 2014 la BMCE a signé deux accords en Tunisie : avec la BNA et la BT pour **« coopérer et lancer ensemble des investissements sur le continent africain »**.

# L'intégration financière maghrébo-africaine

## Maroc et la zone UEMOA

Les banques marocaines sont présentes dans 22 pays d'Afrique sub-saharienne. Sur 19% d'activité internationale, **les banques marocaines réalisent 17% en Afrique.**

Un maillage bancaire important : BMCE Bank of Africa a 260 agences, Attijariwafa a 353 agences.

En 2006 il y avait 528 agences, aujourd'hui on compte **1427 agences dont 50% appartiennent à des banques marocaines.**

En 2008 reprise des filiales du Crédit Agricole par Attijariwafa et montée progressive de BMCE dans BOA. En 2012, Banque populaire rachètent 50% de la Banque Atlantique.

Aujourd'hui en UEMOA l'actif des banques marocaines est 2 fois supérieur à celui des banques françaises.

# L'intégration financière maghrébo-africaine

## La Tunisie

Présence d'institutions financières tunisiennes en Afrique

- AfricalInvest spécialisé dans le capital-risque a participé au capital d'Afriland
- La STB possède des participations minoritaires dans le capital de SONIBANK au Niger.
- La BH a une participation minoritaire dans les BH au Congo et au Burkina Faso et assistance technique.

## Libye

Le Groupe BISIC est présent dans les 15 pays UEMOA et CEMAC.

- Foreign Bank of Libya est présente au Burkina Faso, Mali, Togo, Tchad, Mauritanie et Sénégal.

# Rapprochement des marchés financiers

- Le Maroc et la Tunisie pourraient **relier électroniquement les deux marchés boursiers** afin d'élargir le développement des marchés des capitaux au sein de l'UMA.
- Depuis 2010 la société tunisienne Ennakl bénéficie de **la double cotation sur Tunis et sur Casablanca.**

# IV - L'intégration économique et financière

## **Une banque régionale**

Concrétisation le 21 décembre 2015 de l'initiative de la part des cinq pays de l'UMA de créer - depuis 1991 - la **Banque Maghrébine d'Investissement et du Commerce Extérieur (BMICE)**.

La BMICE apporte des **financements aux projets productifs d'intérêt commun** en vue d'assurer la complémentarité économique maghrébine.

L'objectif est d'œuvrer en parfaite synergie avec les banques du Maghreb pour la mobilisation des fonds pour l'intégration régionale du Maghreb.

## Le plan d'action de 2006

En 2006 les experts des cinq pays se sont rencontrés sous la présidence marocaine et ont élaboré un plan d'action pour la réforme du secteur financier du Maghreb.

Ce plan d'action a été publié dans un rapport de la BAD en 2010.

Il s'intitule « Intégration du secteur financier dans trois régions d'Afrique : comment l'intégration financière régionale peut soutenir la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté ? »

## Le plan d'action de 2006 pour l'intégration du secteur financier du Maghreb : une feuille de route complète mais une application hésitante

Ce plan d'action s'articule autour de cinq éléments principaux :

- i) le financement du commerce extérieur et des investissements au Maghreb ;
- ii) l'harmonisation des systèmes de paiements et des plateformes techniques ;
- iii) l'harmonisation des réglementations régissant la supervision bancaire et financière
- iv) le renforcement de la coopération et de la coordination entre les institutions financières ;
- v) échange des informations sur les réglementations et le secteur financier.

Le plan d'action prend en compte toutes les mesures nécessaires à l'intégration financière.

Ce plan n'envisage pas, à ce stade, la création d'une monnaie unique ou d'une banque centrale unique, ni une intégration totale.

Ligne de conduite modeste.

Manque un ordre de priorité parmi ses composants. La lacune principale de ce plan est qu'il ne prescrit pas de délais pour la réalisation des objectifs.

Plan n'est pas placé sous le signe de l'urgence, notamment dans le contexte de mondialisation rapide.



# Les obstacles à l'intégration financière

## Les obstacles techniques

- **Harmonisation des codes d'investissements** et création d'un « guichet unique » de procédures pour les investisseurs. Harmonisation des régimes juridiques et réglementaires dans le domaine des investissements, des taux de change et du financement.
- **Suppression des contrôles** et introduction de la libre circulation des capitaux et de la main-d'œuvre.
- **Coopération** avec les institutions nationales pour le partage d'informations et l'intensification des rencontres entre les diverses associations et organisation de séminaires sur les problèmes relatifs aux investissements. Formation du personnel et des responsables chargés des investissements des PME.

# Les obstacles méthodologiques : top – down vs bottom – up ?

- Jacques Attali rappelle « L'expérience nous apprend qu'aucun processus ne peut fonctionner s'il est seulement politique et s'il ne concerne pas les sociétés civiles, s'il ne concerne pas les entreprises, s'il ne concerne pas la vie associative... » .
- L'idée est de **mettre l'entreprise privée maghrébines** via l'Union maghrébine des entrepreneurs (UME) et les banques maghrébines via l'Union des Banques Maghrébines (UBM) **au cœur du processus d'intégration**. L'entreprise comme la société civile ne se sont pas encore totalement approprié la problématique de l'intégration régionale.

# IV - L'intégration économique et financière

## L'approche conventionnelle « Top-Down »

L'une des idées défendue : celle d'une **adhésion progressive** à l'intégration cad bâtir cette intégration sur **des tandems forts** ou des potentiels bilatéraux réels et à **géométrie variable**.

La meilleure approche à envisager pour la réalisation de l'intégration serait donc progressive.

Elle peut s'appuyer sur les relations bilatérales existant entre les Etats pour **s'élargir progressivement vers d'autres Etats**.

## Cinq actions rapides à méditer

- Action n°1 - Une structure de gouvernance collective à créer - **Conseil d'intégration bancaire et financière** - pour orienter les stratégies bancaires maghrébines : F&A, corporate finance... Condition nécessaire pour une stratégie bancaire « Global Player ».
- Action n°2 - Une **structure d'ingénierie financière** en matière d'IDE. La BMICE : facilitateur d'affaires, un concepteur de produit de financement (ingénierie financière, fusions-acquisition, LBO...). Cette banque maghrébine doit être un incubateur de projet intra-maghrébin.
- Action n°3 - Une **structure de formation bancaire et financière** maghrébine AMBF (Académie maghrébine de banque et finance) initiée par l'UBM (Union des banques Maghrébines).
- Action n°4 – Créer les deux véhicules de suivi des stratégies financières à long terme : **Fédération Bancaire Maghrébine** (FBM) qui pourrait résulter de l'évolution de l'UBM, et l'**Observatoire Maghrébin de la Finance** (OMF) qui s'appuierait sur le réseau de recherche universitaire maghrébin et international.
- Action n°5 - **Le secrétariat général de l'UMA a besoin d'un soutien indispensable**. Un chaînon manquant dans le plan actuel de l'intégration régionale est le poids qu'exerce le Secrétariat de l'UMA.
- Action n°6 – Réseau de recherche Maghrébin sur l'intégration régionale

# V - Les banques d'Afrique du nord face aux défis du numérique

**Quelle est l'utilité de la finance numérique au Maghreb ?**

Plus de 90% des transactions entre individus au Maghreb se font en espèce.

Or ces transactions **induisent un coût très élevé** du fait du stockage des espèces, de leur sécurité, de leur comptabilité et transport.

# V - Les banques d'Afrique du nord face aux défis du numérique

## **Un vecteur de croissance économique**

Une étude récente du FMI montre que l'introduction du numérique pour des pays comme le Kenya a permis une nette amélioration de l'accès au crédit des PME, de 25 à 33 % entre 2006 et 2013.

Le numérique a contribué à une réduction de 65 % des coûts de transaction et à un accroissement annuel d'environ 0,45 point de pourcentage de la croissance du PIB sur la période 2006 – 2013.

# V - Les banques d'Afrique du nord face aux défis du numérique

## **Les défis pour les banques maghrébines**

Selon la Banque mondiale le taux moyen de bancarisation en AN est d'environ 30%.

Selon la même source, en moyenne moins de 3 % des NA ont accès aux services financiers numérique mobile.

Comment inclure les 97% restant ? Des solutions technologiques non bancaires basées sur la finance numérique semblent prometteuses pour l'AN.

# V - Les banques d'Afrique du nord face aux défis du numérique

## **Les défis pour les banques d'AN**

La finance numérique n'est pas la panacée.

C'est un moyen parmi d'autres pour promouvoir l'inclusion financière en AN qui reste d'ailleurs un des défis importants à relever.



# VI - Les banques d'Afrique du nord acteurs du développement durable

## Le périmètre

La finance durable, basée sur la responsabilité sociale des banques, devient ainsi un objectif nécessaire.

Dans le cas des banques maghrébines, cette approche fait référence à **l'investissement socialement responsable** mais aussi des finances alternatives ou participatives **comme la finance islamique**.

# VI - Les banques d'Afrique du nord acteurs du développement durable

## **La pertinence du modèle de la banque durable pour le Maghreb**

Une banque durable est une **banque socialement responsable**. La banque maghrébine peut intensifier son rôle sociétal et environnemental pour le développement du pays.

L'intérêt du modèle de la banque durable pour la banque en AN peut s'affirmer dans **l'intégration de la responsabilité sociale dans sa stratégie et ses projets de développement à l'adresse des jeunes et de la micro entreprise.**

# VI - Les banques d'Afrique du nord acteurs du développement durable

## **La pertinence du modèle de la banque durable pour l'AN**

Cet engagement concerne aussi la **promotion du genre par le soutien et l'encouragement des femmes entrepreneurs** dans les régions ainsi que le **financement de projets dans les régions enclavées de l'intérieur du pays.**

# VII - La finance islamique: une finance participative et responsable

La finance islamique est un vaste marché prometteur. Il présente un enjeu mondial.

Il y a trente ans, la finance islamique était inconnue ou presque.

Elle opère dans plus de 60 pays à travers plus de 413 institutions financières avec un taux de croissance annuel proche de 20%.

Elle connaît depuis vingt ans une expansion considérable. Plusieurs sources tentent de l'évaluer. Son potentiel qui serait de presque 4 000 milliards de USD.

# VII - La finance islamique: une finance participative et responsable

Des efforts ont été déployés afin de consolider les vides et les flous juridiques notamment vis-à-vis de la clientèle.

L'objectif en AN et en Afrique Subsaharienne est qu'aujourd'hui que les banques islamiques de détail proposent des produits et des services islamiques utiles au financement de l'économie.

Il s'agit aussi de montrer que les produits dits islamiques présentent d'autres attributs complémentaires des produits conventionnels.